

LE PLAT-PAYS THIONVILLOIS À LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

L'État monarchique se résout à convoquer les États Généraux au printemps de 1789 pour tenter de dénouer la crise politique et financière qui semble s'être durablement installée dans le royaume. Les trois ordres sont invités à faire connaître leurs doléances. Les cahiers contenant ces doléances nous renseignent sur les représentations collectives de la société de l'Ancienne France. En ce qui concerne les cahiers des communautés rurales, on peut se demander s'ils ne sont pas tous des « faux », orientés par une élite qui aurait prêté aux villageois ses théories, ses métaphores. On peut aussi s'interroger sur les réalités des « misères » consignées dans les cahiers des communautés rurales. Pour le plat-pays thionvillois, on proposera tout d'abord une grille de lecture des cahiers de doléances permettant d'appréhender la complexité des rapports socio-économiques au sein de la communauté villageoise, puis dans un second temps on procédera à quelques mesures de la conjoncture économique, on mettra enfin en évidence les strates sociales dont les membres ne fondaient pas tous les mêmes espoirs sur la réunion des États Généraux.

Les cahiers de doléances : un révélateur du malaise rural

Quels matériaux fournissent les cahiers de doléances ? Tocqueville y voyait l'expression de « désirs », de « volontés » de l'ancienne société française. Désirs, volontés, ces deux mots renvoient à ce que l'on appellerait aujourd'hui les mentalités. Si le discours des cahiers nous renseigne sur les aspirations collectives des ruraux, il le fait à partir d'objets de la réalité économique et sociale : impôts, vaine pâture, endettement et usure, par exemple. Aussi, dès lors que l'on considère un ensemble de cahiers, l'identification de ces objets et la mesure de leur fréquence d'apparition dans l'ensemble de la collection étudiée, permettent de mieux comprendre les mécanismes économiques et sociaux du monde rural, et de hiérarchiser la plainte en distinguant les préoccupations essentielles des questions secondaires.

Le référentiel de l'étude comprend 53 cahiers des communautés d'habitants de l'ancien archiprêtré de Thionville dans ses limites de 1789. Vingt thèmes ont été retenus. Leur fréquence est calculée en rapportant le nombre total d'apparitions de chaque thème à l'ensemble des 53 cahiers. Par exemple le thème des décimateurs apparaît 47 fois, sa fréquence est égale à $47 \times 100/53$ soit 89 %. Le tableau suivant présente une hiérarchisation de la plainte rurale.

Thème	Nombre total d'apparitions du thème	Fréquence %
Décimateurs	47	89
Impôt royal	41	77
Maîtrise des eaux et forêts	41	77
Sel	41	77
Contrôle des actes	35	66
Clôtures et communaux	33	62
Droits seigneuriaux	31	58
Colombiers	30	56
Huissiers	29	54
Justice	28	52
Juifs	28	52
Cuir et fers	25	47
Circulation des marchandises	21	39
États provinciaux	18	33
Milice	17	32
Haras royaux	17	32
Spéculation	14	26
Écoles	8	15
Municipalités	7	13
États Généraux	6	11

La hiérarchisation de la plainte rurale met en évidence une idée force : les « misères immédiates » dépassent, et de loin, les doléances politiques exigeant un haut niveau de conceptualisation. N'est-il pas significatif de constater que les dégâts causés aux cultures par les colom-biers dépassent en fréquence les problèmes liés au fonctionnement de la justice ? Ou encore, que ce qui peut être considéré comme l'exigence d'un nouvel équilibre politique, à savoir la poursuite des réformes muni-cipales et le retour périodique des États Généraux, préoccupe à peine plus d'une communauté sur dix. Dans les campagnes thionvilloises, se détache un groupe de préoccupations immédiates, pragmatiques, por-tant principalement sur les prélèvements opérés sur le produit agricole, loin devant un groupe de thèmes plus spécifiquement politiques. Entre ces deux groupes, apparaît l'antisémitisme. A l'échelle du royaume, l'antisémitisme est limité. Dans les campagnes thionvilloises il s'agit d'un phénomène d'ampleur touchant plus d'une communauté sur deux, qui frappe par sa virulence et qui éclaire l'archaïsme des circuits écono-miques du crédit, quasi introuvable en-dehors des prêteurs juifs. L'usu-

rier juif est désigné comme le principal responsable des difficultés économiques. A titre d'exemple, on peut citer le cahier de Bousse qui évoque les « usures affreuses des juifs... ruinant une quantité prodigieuse de familles » et préconise l'expulsion des juifs des Trois-Évêchés⁽¹⁾. Comment prendre la mesure de ces difficultés, de ces misères ?

La conjoncture économique à la veille de la Révolution

Les prix agricoles constituent pour l'essentiel la voie d'approche utilisée pour tenter de cerner la conjoncture économique dans le plat-pays. Deux sources principales ont été utilisées : une série de prix relevés à Sierck entre 1700 et 1789 et le livre de comptes de Nicolas François Fringan, bourgeois aisé de Thionville, qui contient des renseignements précieux sur le marché thionvillois entre 1765 et 1789. On ne donnera ici que les principaux résultats de cette double étude exposée par ailleurs⁽²⁾.

Premièrement, les deux séries de prix présentent entre elles une forte corrélation pour les céréales panifiables. Les produits agricoles qui fournissaient l'essentiel de l'alimentation balançaient au même rythme à Sierck et à Thionville. En second lieu, sur la période 1740-1789, la tendance est à la hausse : environ 60 % de hausse pour le froment en 50 ans, et 40 % pour le moitage pendant la même période, soit une hausse moyenne annuelle autour de 1 %. Ajoutons enfin que de 1700 à 1789, il y eut 66 années normales, 5 années d'effondrement des prix, et 10 années où les prix flambèrent. Parmi les dix années de crise, cinq se situent dans les deux dernières décennies précédant la Révolution : 1770, 1771, 1773, 1788 et 1789.

Lorsque Louis XVI décide en août 1788 de convoquer les États Généraux, le royaume tout entier est plongé dans une grave crise agricole. Lorsque les cahiers du plat-pays thionvillois sont écrits en mars 1789, les ruraux pressentent-ils que la récolte de l'année ne sera pas meilleure ? En tout cas, ils se plaignent de toutes les formes de prélèvement : les impôts royaux, la dîme ecclésiastique, les droits seigneuriaux. Peut-on pour autant accepter la vision d'une communauté villageoise unie, face aux pouvoirs établis : la royauté, la seigneurie, la paroisse ?

Cadres traditionnels et stratification sociale

Dans le ressort d'une seigneurie, le seigneur laïc ou ecclésiastique détenait toujours la propriété éminente du sol. Le seigneur exploitait pour son compte une réserve, généralement de belle taille. Celle de François Isaye de Pouilly, seigneur de Volkrange, contenait 84 hectares de terres labourables, 9 hectares de prés et 36 hectares de forêts⁽³⁾. Le

1) DORVAUX (N.) et LESPRAND (P.), *Cahiers de doléances des bailliages des Généralités de Metz et de Nancy pour les États Généraux de 1789*, t. I, p. 40.

2) KIEFFER (J.), *Villages lorrains au XVIII^e siècle : essai d'histoire sociale sur le plat-pays thionvillois*, thèse 3^e cycle, Université de Besançon, 1984, p. 153-173.

3) A.M. Thionville, *Dossier Christiany*, pièce 1/48.

reste des terres du ban étaient partagées entre les habitants, la communauté et des propriétaires « forains » qui ne résidaient pas dans le village. Le plat-pays thionvillois ignorait l'alleu, c'est-à-dire que toutes les terres des habitants étaient grevées d'un cens seigneurial. Le paysan ne jouissait pas d'une pleine propriété mais d'une propriété conditionnelle.

Dans le plat-pays, la plus grande partie des terres échappait aux paysans. Ceux qui en possédaient subissaient le prélèvement économique du seigneur, dont le plus lourd était le champart. Ce champart se levait en pays thionvillois à la neuvième gerbe : il était donc de l'ordre de 11 %. A ce prélèvement seigneurial, il fallait encore ajouter le prélèvement décimal. L'inventaire des décimateurs laisse apparaître un tableau complexe. A côté des ordres religieux, on trouve des curés levant la dîme dans le ressort d'une cure voisine, et même des décimateurs laïcs comme le seigneurs de Cattenom et les princes de Baden. Un même finage pouvait être soumis aux prélèvements de plusieurs décimateurs différents. En pays thionvillois, la dîme se levait à la onzième gerbe soit un prélèvement de l'ordre de 9 %.

L'exemple de la paroisse de Volkrange permet de prendre la mesure de ce prélèvement. A la veille de la Révolution, le titulaire de la cure était Mathias Brousse. Le beuvreau de sa cure représentait environ 7,5 hectares, alors que ses paroissiens propriétaires disposaient en moyenne de moins de 5 hectares. Il tirait des dîmes un revenu de 1 336 livres par an; en volume, il enlevait sur le finage 37 maldres de céréales panifiables soit environ 5,6 tonnes⁴⁾. Si l'on considère le presbytère de Volkrange comme une unité de consommation, on observe que les bouches à nourrir n'étaient pas nombreuses : Brousse, son père, un vicaire et un domestique. La quantité moyenne disponible par tête s'établît à 1400 kg. Ce calcul théorique est à mettre en rapport avec celui de Pierre de Saint-Jacob pour les vigneron de Bourgogne : 250 à 350 kg par tête.

Les villages du plat-pays étaient donc soumis à un double prélèvement : la none seigneuriale et la dîme cléricale. Avant que la récolte ne fût rentrée, un cinquième devait en être « délivré » dans les greniers des châteaux et des cures. L'enlèvement de la none et de la dîme fonctionnait selon une procédure bien réglée. Le prélèvement était admodié, à prix convenu par contrat, au plus offrant des adjudicataires qui faisait l'avance des montants et quantités à délivrer, et qui se payait ensuite lui-même sur les producteurs. Ces intermédiaires présentaient pour les privilégiés un double avantage : ils leur assuraient par avance la réalisation de leurs droits et ils les déchargeaient d'une basse besogne. On peut imaginer l'exaspération des producteurs empêchés de rentrer les récoltes avant le passage des agents du château et de la cure. Malheur à ceux qui essayaient de s'y soustraire. Les tentatives de fraude sont durement réprimées. Ainsi Jean Dreling, laboureur à Cœutrang, est condamné à 20 livres

4) KIEFFER (J.), *Villages lorrains...*, o.c., p. 222.

d'amende - le prix d'une vache - pour avoir voulu soustraire deux gerbes aux agents du seigneur⁵⁾. Les admodiateurs se recrutaient essentiellement parmi la paysannerie aisée des « coqs de village », car il fallait disposer d'une surface financière suffisante pour l'avance et d'un potentiel technique adapté à l'enlèvement des récoltes sur tout le ban.

Si la communauté subit collectivement les prélèvements, on perçoit en son sein des antagonismes. Village dominé certes, mais aussi village divisé. Les cahiers de doléances contiennent des indices de ce clivage fondamental entre les riches et les pauvres du village. Le partage des communaux et le droit de clôture en sont des révélateurs. De nombreux cahiers avec plus ou moins de nuances réclament le retour à la situation antérieure au partage des communaux, commencé en pays thionvillois dans les années 1770, et l'interdiction des clôtures qui empêchent la vaine pâture. Il s'agit là d'une revendication des pauvres. Avec la vaine pâture les pauvres pouvaient entretenir quelques têtes de bétail, avec le petit lot de terre issu du partage et l'apparition des clôtures c'est absolument impossible.

Les montants des successions consignés dans les inventaires après décès, ou des données fiscales, permettent de broser un tableau plus précis des clivages sociaux. Le premier seuil est constitué par la possession d'une maison. En-dessous de ce seuil, on trouve les vagabonds et les domestiques, garçons et filles, obligés de se « placer » chez quelque patron pour survivre. Le second seuil est constitué par la possession d'un train de culture : chevaux, charrues, herses et charrettes. En pays thionvillois, la possession de chevaux atteste l'aisance; le producteur porte alors le titre de laboureur. Il est une proportion qu'on peut retenir et qui représente assez bien fidèlement l'état social des campagnes thionvilloises : 3/4 de pauvres et 1/4 de villageois aisés. L'étude de la fiscalité, de la fortune foncière, de la fortune mobilière convergent sur ce rapport. Tout en haut de l'édifice social villageois, à raison de une ou deux familles par village, culminent les coqs de village, formant l'aristocratie de la charrue, et dont les intérêts et les espoirs ne se confondent évidemment pas avec ceux des masses rurales.

* *

*

La société rurale d'Ancien Régime est une organisation complexe que l'analyse des cahiers de doléances permet de mieux cerner. Les misères paysannes qu'ils contiennent concernent principalement le quotidien : prélèvements directs et indirects des pouvoirs établis, fragilité de l'écosystème qui exige un délicat équilibre entre les emblavures et les pâturages, antagonismes entre ruraux aisés et « médiocres ».

5) A.D. Mos., B. 5374, pièce du 23 août 1770.

Dans les deux décennies qui précèdent la Révolution, la conjoncture économique est surtout favorable à ceux qui peuvent dégager des surplus commercialisables, les ordres privilégiés et leurs auxiliaires de la paysannerie aisée, auxquels ils sous-traitent la mise en valeur de leurs propriétés, réserve seigneuriale et beuvreau paroissial, la perception de leurs droits, et auxquels ils décernent les places dans les institutions locales : justices seigneuriales, fabriques paroissiales. Ces petits notables paraissent assurer la solidité de l'édifice social de l'Ancienne France qui garde les traits d'une société féodale profitant à une minorité.

Partisans de l'individualisme agraire et des clôtures, hostiles à la vaine pâture, ces notables sauront avec l'acquisition de biens nationaux pérenniser leur situation dominante et fonder de véritables dynasties rurales dans les villages lorrains du XIX^e siècle.

Jean KIEFFER